



L'Unité d'action syndicale(UAS) a commémoré, la journée du 1er-Mai 2018 à travers une marche-meeting. Cette année, les syndicalistes n'ont pas sacrifié à la tradition de remise de leur cahier de doléances au gouvernement. Pour le 1er-Mai 2018 marquant la fête du travail, l'Unité d'action syndicale(UAS) n'a pas remis de cahier de doléances au gouvernement comme à l'accoutumée.

Les raisons évoquées par les syndicalistes sont que leur cahier de doléances de l'année 2017 n'a pas été examiné et la traditionnelle rencontre gouvernement-syndicat n'a pas eu lieu. C'est pourquoi, munis de banderoles et de pancartes, plusieurs travailleurs ont arpenté les rues de Ouagadougou, de la Bourse du travail de Ouagadougou au Rond-point des Nations unies en passant par celui des Cinéastes avant de rallier la Bourse du travail après une heure de marche en empruntant l'avenue Kwamé-N'Krumah puis devant la Cathédrale. A la Bourse du travail, lieu du meeting, c'est Guy Olivier Ouédraogo, président de mois des centrales syndicales qui a livré le message du 1er -Mai, signé des 6 centrales syndicales et des 17 syndicats autonomes, aux centaines de travailleurs présents. Une communication dans laquelle, il a abordé les questions de vie chère, sécuritaires, sanitaires, judiciaires. Il a, par ailleurs, dépeint la situation de l'éducation, du logement, du chômage, de la corruption, de la fraude et du dialogue social. « Ces derniers temps, la politique du gouvernement en guise de réponse à la fronde sociale consiste à accuser les travailleurs de s'accaparer des ressources du pays et à tenter d'opposer les populations aux travailleurs, notamment ceux de la fonction publique », a dénoncé M. Ouédraogo. Pis, a-t-il déploré, le fait que le gouvernement ait tenu toutes les rencontres statutaires (secteur privé, paysans, jeunes, opposition politique, majorité présidentielle, femmes) sauf avec l'Unité d'action syndicale(UAS). « Ce n'est pas anodin », a lancé le président de mois des centrales syndicales.

Pas question de généraliser l'IUTS aux indemnités

Qu'à cela ne tienne, il a appelé les organisations syndicales à se solidariser pour la sauvegarde des acquis et la mobilisation pour d'autres victoires. Guy Olivier a également dénoncé la remise en cause du droit des travailleurs de manifester sur leurs lieux de travail, les remises en cause des protocoles d'accord que le gouvernement a signé avec les syndicats, la relecture de la loi 027 sans ses textes d'application, la lenteur dans la révision de la loi 033, la réduction unilatérale des charges d'enfants à prendre en compte dans le calcul de l'IUTS et le non-respect de l'engagement du gouvernement concernant la suppression de l'IUTS sur les primes et indemnités dans le privé.

Sur ce dernier aspect, les syndicalistes regrettent l'attitude de l'autorité à vouloir généraliser l'IUTS sur l'ensemble des indemnités au lieu de le supprimer comme souhaité. Sur la question, Bassolma Bazié, SG de la CGT-B n'a pas mâché ses mots : « nous sommes prêts et mobilisés sur un pied ferme. Pourquoi, la revendication de l'exonération de l'IUTS, si un travailleur touche un salaire de base de 200.000 F CFA et 100 000 d'indemnités, cela veut dire qu'il mène un rythme de vie de 300 000 F CFA. Lorsqu'il va à la retraite la pension est calculée sur la base uniquement du salaire de base : 200 000 F CFA multipliés par le nombre d'années, multipliés par 2%. Le travailleur aura 100 000 F CFA. La conséquence est que beaucoup n'arrivent pas à s'adapter à ce changement, ils meurent ». Et d'ajouter : « nous avons donc demandé à ce que les indemnités soient prises en compte dans le calcul de la pension. A notre étonnement, l'on nous dit que comme les indemnités sont suffisantes pour qu'on demande leur prise en compte dans le traitement de la pension, il faut impacter l'IUTS déçu. L'on se demande si véritablement ceux qui dirigent notre pays savent où ils vont parce qu'on ne peut pas clochardiser une ressource humaine qui a servi sa nation jusqu'à la retraite, que l'on devrait même entretenir ».

A propos de la situation sécuritaire, Guy Olivier Ouédraogo a cité les attaques terroristes qui ont entraîné la fermeture dans le Sahel et le Nord de 219 écoles. M. Ouédraogo a salué la mise en œuvre de la gratuité des soins quand bien même plusieurs défis restent à relever dans le secteur de la santé. Il en veut pour preuve la situation "chaotique" dans laquelle se trouve le CHU Yalgado-Ouédraogo. Dans le domaine du logement, le président de mois des centrales syndicales a rappelé les attentes des populations qui sont l'apurement du passif foncier, les questions d'accaparement des terres par les sociétés immobilières et la non application de la loi portant bail locatif adoptée depuis, le 22 décembre 2015. Les syndicats ont, au niveau de la justice, décrié la lenteur dans le jugement de certains dossiers de crimes économiques et de sang. Pour eux, la corruption et la fraude ont pris des proportions inquiétantes. Et, cela devrait

Fête du travail 2018: l'UAS pour la sauvegarde des acquis

Écrit par Sidwaya

Mardi, 01 Mai 2018 22:54 - Mis à jour Mardi, 01 Mai 2018 23:00

interpeller l'autorité à prendre des décisions courageuses, a soutenu le syndicaliste. La question de la cession de 10% des actions de l'Etat à Maroc Télécom s'est invitée au meeting. « Cela est une illustration d'un manque de vision de la part des autorités. Car, on ne confie pas un secteur de souveraineté comme la communication à une entreprise étrangère », a-t-il martelé.

Gaspard BAYALA

Sidwaya